

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 10/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LELY ENVIRONNEMENT

135 Rue Vaucanson
38340 Voreppe

Références : 2026 - Is041-3SD
Code AIOT : 0006103167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement LELY ENVIRONNEMENT implanté lieu-dit L'Echaillon 38210 Saint-Quentin-sur-Isère. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LELY ENVIRONNEMENT
- lieu-dit L'Echaillon 38210 Saint-Quentin-sur-Isère
- Code AIOT : 0006103167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LELY ENVIRONNEMENT exploite sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère une

installation de stockage de déchets non dangereux. Le site compte également une plateforme de mâchefers, une plateforme de compostage et une plateforme de recyclage de bois ainsi qu'un centre de tri mis en activité en 2023.

Les activités sont régies par plusieurs arrêtés préfectoraux dont l'arrêté préfectoral d'autorisation (AP) n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017, et les arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) n° DDPP-IC-2019-04-17 du 17 avril 2019 (agrandissement de la plateforme bois) et n° DDPP-DREAL UD38-2023-02-17 du 16 février 2023 (centre de tri) et n°DDPP-DREAL UD38-2025-10-10 du 9 octobre 2025 (baisse capacitaire).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - I	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
2	Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 – II	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
4	Capacités maximales autorisées	AP Complémentaire du 09/10/2025, article 1	/	Demande d'action corrective	1 mois
5	Conditions de stockage - Centre de tri	AP Complémentaire du 16/02/2023, article 7.3	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie - Centre de tri	AP Complémentaire du 16/02/2023, article 7.4	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
7	Protection des milieux récepteurs	AP Complémentaire du 16/02/2023, article 7.5	/	Demande d'action corrective	6 mois
8	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Réduction des émissions fugitives de gaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - V	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Recouvrement	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.8	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 4 février 2026 a permis de révéler les points suivants :

- les analyses du biogaz ne contiennent pas l'ensemble des paramètres attendus ;
- le programme de maintenance des équipements de valorisation et de destruction du biogaz n'est pas suffisamment détaillé ;
- le volume de bois entreposés dépasse les capacités maximales autorisées (ce point est en cours de régularisation par l'instruction d'un porter à connaissance pour lequel des compléments sont attendus) ;
- les quantités de plastiques entreposées en aval de la chaîne de tri dépassent les capacités maximales autorisées ;
- les moyens de défense extérieure contre l'incendie du centre de tri n'ont pas été mis en œuvre ;
- les analyses des rejets d'eaux pluviales montrent des dépassements réguliers des valeurs limites d'émission ;
- la régularisation de l'activité de transit d'amiante nécessite le dépôt d'une demande d'examen au cas par cas.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/04/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.

[...]

Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

Annexe II : Dispositions relatives au contrôle des eaux, des lixiviats et des gaz

Analyses	Phase d'exploitation	Période de suivi long terme
4. Qualité du biogaz capté et pression atmosphérique : CH ₄ , CO ₂ , CO, O ₂ , H ₂ S, H ₂	Mensuellement	Tous les six mois

Constats :**Constat du 27 juin 2025 suite à l'inspection du 22 avril 2025 :**

L'exploitant indique que des contrôles du niveau de pression ainsi que de la qualité du biogaz (CH₄, O₂ et H₂S) sont réalisées de façon hebdomadaire. Ces résultats sont consignés dans un rapport mensuel. Le rapport de mars 2025 a été transmis par l'exploitant.

L'ensemble des paramètres indiqués à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 ne sont cependant pas analysés. Les paramètres CO₂, CO, et H₂ sont manquants.

Constat de l'inspection du 4 février 2026 :

<p>L'Inspection constante que les paramètres CH₄, H₂S, O₂, CO₂ sont relevés au moins toutes les semaines et consignés dans un registre.</p> <p>Les paramètres CO et H₂ ne sont pas analysés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter les analyses du biogaz capté en ajoutant mensuellement les paramètres CO et H₂.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 – II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure.</p> <p>Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p>
<p>Constats :</p>

Constat du 27 juin 2025 suite à l'inspection du 22 avril 2025 :

Un tableau résumant le plan de maintenance préventive 2025 de la centrale biogaz a été transmis le 13 mai 2025 par l'exploitant. Ce-dernier indique quels contrôles sont prévus au cours de l'année et lesquels ont été effectués. Les critères permettant de considérer que les équipements sont fonctionnels ne sont pas précisés dans ce tableau. Ce dernier ne contient pas d'éléments concernant la maintenance de la torchère de sécurité.

Une liste des contrôles réglementaires réalisés sur l'installation de valorisation du biogaz en 2024 est présente dans le rapport annuel.

Constat de l'inspection du 4 février 2026 :

L'exploitant indique que la torchère est mise en route à vide trimestriellement, cependant l'Inspection constate que le programme de maintenance ne contient pas de de contrôle d'équipements de la torchère.

Par ailleurs, le programme de maintenance ne contient pas, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit inclure la torchère de sécurité à son programme de contrôle des équipements de valorisation et de destruction du biogaz.

L'exploitant doit détailler son programme de maintenance pour inclure les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle, conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Réduction des émissions fugitives de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - V

Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des émissions fugitives de gaz

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

Un programme de détection a été mis en place par l'exploitant. Chaque semaine, un quart du réseau est inspecté. Les anomalies détectées sont consignés dans un registre. La ligne correspondant à l'anomalie est signée par le responsable du site lorsque le problème a été corrigé, permettant ainsi de suivre l'état d'avancement des réparations nécessaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Capacités maximales autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2025, article 1

Thème(s) : Autre, Volume entreposage

Prescription contrôlée :

Quantité max stockée d'aggloméré = 10 000 m³ (1)

Stockage de bois sec, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur ou égal à 40 000 m³ (2)

(1) + (2) = max 40 000 m³ (bois total)

Tri et stockage de métaux sur une surface maximale de 1 536 m²

Tri et stockage de déchets non dangereux sur une surface maximale de 5 000 m². Quantité maximale stockée 1 810 m³

Transit de boues papetières pour une capacité maximale de 16 950 m³.

Transit de déchets inertes pour une capacité susceptible d'être stockée de 75 000 m³. Surface : < 10 000 m².

Constats :

L'Inspection constate que :

- environ 50 000 m³ de bois sont présents sur site. L'exploitant indique que jusqu'à 180 000 m³ étaient présents avant le début de la saison de chauffe, en septembre). Le porter à connaissance déposé par l'exploitant en 2022 (dont l'instruction n'est pas finalisé) sollicite jusqu'à 171 850 m³ d'entreposage de bois.
- Le tri et l'entreposage de métaux (issus du tri des mâchefers, des bennes de ferrailles des chantiers, du centre de tri ou de la plateforme de tri) est exercée sur une plateforme de 5000m². La surface occupée par les métaux est inférieure à 1500m².
- Le tri et l'entreposage de déchets non dangereux est exercée sur une plateforme de 5 000 m².
- L'activité de transit de boues papetières n'est plus exercée sur le site.
- L'activité de transit de déchets inertes est réalisée sur une surface inférieure à 10 000 m². L'exploitant indique que l'activité représente environ 50 000 m³ par an.

Ainsi Le volume de bois entreposé est supérieur au volume actuellement autorisé. Il est également susceptible de dépasser le volume sollicité dans le porter à connaissance. Par ailleurs, les moyens de défense incendie nécessaires compte tenu du volume de bois entreposés ne sont pas mis en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection les compléments demandés dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance concernant les moyens de défense contre l'incendie (volume, débit, localisation vis à vis des flux thermique). Suite à la transmission de ces éléments, un arrêté préfectoral complémentaire permettra de réglementer les nouvelles capacités autorisées pour l'entreposage de bois. Les moyens de défense incendie devront être mis en œuvre sans délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Conditions de stockage - Centre de tri

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2023, article 7.3
Thème(s) : Autre, Entreposage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets sont déchargés sur l'aire dédiée selon leur nature :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une aire de stockage de 300 m² pour le déchargement des déchets de chantier, la hauteur de stockage n'excédant pas 3 m ; • une aire de stockage de 300 m² pour le déchargement des déchets industriels, la hauteur de stockage n'excédant pas 3 m. <p>Les aires de stockage des déchets triés respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une aire de 50 m² dans le bâtiment B3 pour les cartons, la hauteur de stockage n'excédant pas 2 m ; • une aire de stockage de 1 000 m² dans le bâtiment B4 pour les balles de papiers, cartons et plastiques, la hauteur de stockage n'excédant pas 4,8 m. <p>Les quantités maximales stockées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 400 tonnes de cartons ; • 100 tonnes de papier ; • 100 tonnes de plastique.
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que les aires de stockage en amont et en aval du centre de tri sont conformes aux prescriptions de l'article 7.3 l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2023.</p> <p>L'exploitant a transmis l'état des stocks des balles de cartons, papiers et plastiques entreposées en aval du tri , celui montre la présence d'environ :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 tonnes de cartons • 30 tonnes de papier • 185 tonnes de plastique <p>Ainsi, l'entreposage de plastique dépasse la quantité autorisée. L'exploitant indique que cette problématique est identifiée et vient de difficultés avec les exutoires.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer de respecter les quantités maximales entreposées en aval du tri.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie - Centre de tri

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2023, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments d'activités, le local de moto-pompe et les bureaux ont une détection incendie, reliée au poste de garde 24h/24.</p> <p>Le centre de tri dispose des moyens d'extinction suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs, répartis dans les bâtiments d'activités ainsi que les bureaux ; • une cuve de réserve incendie d'un volume de 350 m³ alimentée par un bassin de collecte des eaux pluviales du site existant (bassin de 2 000 m³) ; • 16 robinets d'incendie armés (RIA) répartis dans les bâtiments d'activités, et 2 canons à eau (2 500 l/mn durant 15 mn) dans l'atelier de tri (alimentés par la cuve de 350 m³) ; • Pour l'intervention des services de secours : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 2 réserves hors sol de 120 m³ chacune, ◦ 1 bassin de récupération des eaux pluviales de l'installation de stockage des déchets non dangereux (volume disponible de 2 000 m³), avec une prise de raccordement. <p>Ces moyens permettront d'assurer les besoins d'extinction en eau de l'installation (180 m³/h pendant 2h).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que les deux bâtiments accueillant les entreposages en amont du tri sont équipés de caméras thermiques reliés à un système d'extinction automatique (deux canons à eau par bâtiment).</p> <p>Une cuve de 350 m³, alimenté par le réseau public, permet l'alimentation des canons et des RIA.</p> <p>La présence des extincteurs et des RIA n'a pas été contrôlée.</p> <p>En revanche, les deux réserves de 120 m³ chacune permettant l'intervention des services de secours ne sont pas présentes. Le bassin de récupération des eaux pluviales n'est pas équipé d'un raccord pour les pompiers.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit mettre en place les deux réserves de 120m ³ conformément à l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2023. Ces réserves ainsi que l'aire de stationnement et de raccordement des pompiers doivent être placées en dehors des flux thermiques. Le bassin de récupération des eaux pluviales de 2000m ³ doit également être équipé d'un raccord pour les pompiers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2023, article 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : <u>APC n°DDPP-DREAL UD38-2023-02-17 du 16 février 2026 (Centre de tri) - Article 7.5 : Protection des milieux</u> <p>La totalité des zones d'activités et de circulation est imperméabilisée.</p> <p>Les modalités de gestion des eaux pluviales envisagées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux pluviales de voirie sont collectées et orientées vers un séparateur à hydrocarbures puis vers le bassin de rétention (1 200 m³) assurant une régulation du débit avant rejet à l'Isère ; • les eaux pluviales de toiture sont orientées vers le bassin d'eau pluviale du site. <p>[...]</p> <p>Les eaux pluviales de voirie sont contrôlées annuellement en sortie du séparateur à hydrocarbures sur les paramètres suivants : hydrocarbures totaux, MES et DCO.</p> <p><u>Arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017 - Annexe 4 : Critères minimaux applicables aux rejets d'effluents liquides dans le milieu naturel</u></p>

pH	Entre 5,5 et 8,5
Température	Inférieure à 30°C
MES	< 100 mg/L si flux journalier max < 15 kg/j ; < 35 mg/L au-delà
COT	70 mg/L
DCO	< 300 mg/L si flux journalier max < 100 kg/j ; < 125 mg/L au-delà
DBO5	< 100 mg/L si flux journalier max < 30 kg/j ; < 30 mg/L au-delà
Azote global	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/L si flux journalier max > 50 kg/j
Phosphore total	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/L si flux journalier max > 15 kg/j
Phénols	< 0,1 mg/L si le rejet dépasse 1g/j
Métaux totaux	< 15 mg/L
Dont	
Cr6+	< 0,1 mg/L si le rejet dépasse 1 g/j
Cd	0,2 mg/L
Pb	< 0,5 mg/L si le rejet dépasse 5 g/j
Hg	0,05 mg/L

As	0,1 mg/L
Fluor et composés	< 15 mg/L si le rejet dépasse 150 g/j
CN libres	< 0,1mg/L si le rejet dépasse 1 g/j
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/L si le rejet dépasse 100 g/j
Composés organiques halogénés (AOX)	< 1 mg/L si le rejet dépasse 30 g/j

Annexe 5 : Dispositions relatives au contrôle des eaux de ruissellement et des lixiviats

Le prélèvement d'échantillons et les mesures (volume et composition) des effluents doivent être réalisés pour chaque bassin de stockage des eaux de ruissellement.

Pour les lixiviats et les eaux, un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé pour la surveillance.

La fréquence des prélèvement d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Type d'effluents	Paramètres	Fréquence minimale	Modalités
E a u x d e ruissellement hors zone de stockage des déchets	Hydrocarbures totaux, MES, DCO	1/an	Point de rejet unique
E a u x d e ruissellement interne de la zone de stockage des déchets (y compris casier amiante) et de la plateforme bois	pH, conductivité, volume Ensemble des paramètres de l'annexe 4	A chaque bâchée 1/an 2/an	Sur chaque bassin Sur chaque bassin Sur chaque bassin de la plateforme bois

la plateforme bois	DCO, MES, DBO5		
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que toutes les eaux pluviales sur le site sont rejetés au milieu naturel (l'Isère) via deux fossés entourant le site après passage par un séparateur d'hydrocarbure.</p> <p>Les eaux issues des plateformes mâchefers, végétaux et compostage sont quant à elles dirigées vers le traitement des lixiviats.</p> <p>Les analyses des eaux pluviales de voirie sont réalisées sur des prélèvements dans les différents bassin du site. Les analyses attendues au niveau du centre de tri ont été réalisées en février 2025. Les résultats sur les paramètres réglementés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • hydrocarbures totaux :< 100g/L • MES : 16 mg/L • DCO : 93 mg/L <p>L'exploitant a transmis après l'inspection l'ensemble des résultats d'analyses sur les rejets d'eaux pluviales réalisés en 2025. Les fréquences d'analyse sont respectées. Ces résultats montrent des dépassement des valeurs limites indiquées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sur certains paramètres, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • MES : 420 mg/L en août 2025 sur le bassin EP3, 180 mg/L en août 2025 sur le bassin EP8, 120 mg/L en février 2025 sur le bassin EP8, 160 mg/L en mai 2025 sur le centre de tri • DCO : 308 mg/L en novembre 2025 sur le bassin EP3, 329 mg/L en août 2025 sur le bassin EP8, 404 mg/L en mai 2025 sur le bassin EP8 • COT : 93,2 mg/L en février 2025 sur le bassin EP7 • DBO5 : 130 mg/L en mai 2025 sur le bassin EP7 <p>La présence de dépassements dans les analyses n'a pas été mentionné lors la visite.</p>			
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit proposer une analyse des causes des dépassements récurrents et un plan d'actions correctives. Les résultats des prochaines analyses complètes des eaux de ruissellement interne de la zone de stockage des déchets doivent être transmis à l'inspection des installations classées.</p>			
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>			

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.1
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : L'admission de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante est autorisée dans un casier dédié comprenant deux alvéoles exploitées successivement.
Constats : L'Inspection constate que l'exploitant a déposé le 3 février 2026 un porter à connaissance pour l'exploitation d'une activité de transit de déchets d'amiante (rubrique 2718 au régime de l'autorisation). Considérant qu'il s'agit d'une nouvelle activité permanente au régime de l'autorisation, une demande d'examen au cas par cas pour la réalisation d'une évaluation environnementale est à déposer.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de pouvoir exercer une activité de transit de déchets d'amiante, l'exploitant doit déposer une demande d'examen au cas par cas en plus du porter à connaissance déjà transmis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Recouvrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.8
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée :

Les déchets de construction contenant de l'amiante, stockés dans les alvéoles dédiées sont recouverts avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres.

Constats :

L'exploitant indique que l'ancien casier amiante est plein et n'est plus exploité. La couverture intermédiaire a été mise en place. Le nouveau casier amiante n'a pas encore été construit.

Type de suites proposées : Sans suite